



ACCORD-CADRE N°25B54

PORTANT SUR LA MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME EN LIGNE DE REMÉDIATION EN ORTHOGRAPHE

POUR L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES APPEL D'OFFRES OUVERT

Comptable Assignataire : L'agent comptable de l'université

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles R2161-2 à R2161-5 et R2162-1 à R2162-6) :

Article 1 – Objet, allotissement et forme du contrat

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Il ne fait l'objet d'aucun allotissement, les prestations objets du contrat ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.2 - Forme de l'accord-cadre

Le contrat conclu est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles. Il s'exécute par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Il est conclu avec deux titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières reçues, avec un maximum de 500 000 € HT en valeur sur toute la durée de l'accord-cadre.

L'université s'engage auprès des deux titulaires retenus à un minimum de commande de 1000 licences par an et par titulaire.

1.3 - Prestations s'exécutant par l'émission de bons de commande

Toutes les prestations prévues dans les pièces contractuelles du présent accord-cadre listées à l'article 2.1 peuvent faire l'objet de bons de commande directement émis auprès du titulaire.

Toutes les prestations susceptibles d'être commandées dans le cadre de cet accord-cadre font l'objet de bons de commande SIFAC. Ces bons de commande sont signés par le représentant légal de l'Université ou par son délégataire et, par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG-FCS, sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par voie postale, par courrier électronique ou par télécopie, à l'initiative de l'émetteur. Ces bons de commande mentionnent notamment :

- La référence du contrat ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation de la prestation dont l'exécution est demandée ;
- La période concernée ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu d'exécution et le service destinataire ;
- Les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- Le numéro de commande attribué par l'Université.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande SIFAC et les prix contractuels, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande.

Article 2 – Documents contractuels

2.1 - Documents contractuels de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe n° 1 « Cadre de réponse technique et financier », dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021) ; désigné « CCAG-FCS » dans le présent CCP ;
- Le mémoire technique transmis par le titulaire à l'appui de son offre ;

2.2 - Stipulations communes

Les obligations contractuelles définies supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Article 3 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre conclu à compter de sa date de notification.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois **à compter de sa date de démarrage**. Cette date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

A titre indicatif, il est envisagé de faire débiter l'accord-cadre le 30 janvier 2026.

L'accord-cadre est reconductible trois fois pour une période de douze mois, portant sa durée totale à 48 mois maximum. Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

L'Université peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Elle en avise alors le titulaire via la plateforme de dématérialisation PLACE au plus tard un mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette non-reconduction, dès lors qu'une telle décision du représentant légal de l'Établissement ou de son délégataire lui a été notifiée.

Article 4 - Spécifications techniques

4.1 - Contexte

L'Université de Lorraine est un **établissement qui compte aujourd'hui plus de 60 000 étudiants et près de 7 000 personnels**.

Dans l'objectif constant d'améliorer le niveau moyen des étudiants en orthographe, l'université souhaite leur fournir le plus largement possible un accès à une plateforme d'auto-apprentissage en ligne. Sur la base du volontariat ou inclus au sein de certaines maquettes de formation, l'utilisation d'une telle plateforme de remédiation est un besoin important pour l'université.

De plus, un accès à la plateforme pourrait être fourni aux agents de l'Université de Lorraine dans le cadre de la formation continue des personnels, **ajoutant près de 7 000 utilisateurs potentiels.**

4.2 Spécifications techniques et prestations minimales à respecter

4.2.1 Présentation de la plateforme

Le titulaire propose un accès, par achat de licences, à une plateforme en ligne de remédiation en orthographe. Celle-ci devra inclure des parcours adaptatifs d'auto-apprentissage centrés sur la maîtrise des principales règles d'orthographe, de grammaire, de conjugaison, de syntaxe, etc.

Le titulaire indiquera dans son offre et au sein de l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement « Cadre de réponse technique et financier » les prix en fonctions des licences pour les étudiants et des licences pour le personnel.

La plateforme devra être en français et devra fournir à l'apprenant des tests de niveaux adaptatifs qui permettent de proposer un parcours personnalisé à l'apprenant, ainsi qu'un ensemble de ressources (cours, exemples, vidéos, etc.).

La solution est essentiellement destinée aux étudiants de l'Université de Lorraine, mais doit pouvoir également être adaptée aux personnels de l'établissement. Elle doit notamment être en phase avec les usages du numérique du public étudiant et doit répondre à leurs attentes en matière d'interactivité et d'ergonomie.

4.2.2 Suivi de la progression des apprenants

La solution proposée par le titulaire doit être dotée d'un outil permettant de suivre le travail effectué par les apprenants. L'outil doit proposer différents accès sécurisés en fonction des profils suivants :

- Le profil « apprenant » permettant de suivre sa propre progression et ses résultats ;
- Le profil « administrateur » permettant d'avoir un suivi de la progression et des résultats des apprenants (individuel et groupe), d'organiser une évaluation pour un groupe donné d'apprenants, et de réaliser une extraction de données quantitatives (a minima temps de connexion global, résultats des activités-bilans, données permettant de le situer par rapport à un groupe). Ces données doivent être facilement exportables sous forme de tableaux compatibles .xlsx.

4.2.3 Accessibilité technique de la plateforme

La plateforme devra pouvoir être accessible a minima sur un ordinateur équipé d'un système Windows, Mac ou Linux. La solution et les contenus proposés doivent être de type « web responsive ». Sans être exigée, l'accessibilité de la plateforme sur tablette ou smartphone sous système Android, IOS ou Windows serait souhaitée.

La solution doit comprendre le moins de contraintes possibles quant à son utilisation par les inscrits sur un terminal ou un poste de travail. Elle ne doit pas nécessiter de configuration matérielle et logicielle spécifique, de réglages de sécurité particulière, ou de plug-ins à installer.

4.2.4 Certification

Le titulaire propose une offre d'accès spécifique permettant à l'apprenant de passer, au sein de l'Université de Lorraine, un examen délivrant un certificat avec score et bilan détaillé par compétence.

Cette certification devra permettre à l'apprenant de mesurer son niveau en orthographe et de le valoriser au sein de son CV. A cette fin, la certification devra être reconnue le plus largement possible par les employeurs et les établissements d'enseignement supérieur. Elle sera associée à un système adapté de vérification permettant de garantir son authenticité.

La certification devra pouvoir être éligible au compte personnel d'activité.

4.3 Prestation supplémentaire éventuelle (licence FLE)

Le pouvoir adjudicateur définit dans le cadre du présent accord-cadre une prestation supplémentaire éventuelle facultative ayant pour objet la fourniture de licence d'accès à la plateforme en ligne spécifiques à des apprenants FLE (français langue étrangère).

Les candidats ne sont pas tenus de répondre à cette PSE facultative. Celle-ci ne sera pas prise en compte dans l'analyse des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir ou non la PSE au moment de la notification du contrat.

Article 5 – Modalités d'exécution des prestations

5.1 - Délais d'exécution

Sauf disposition contraire indiqué dans le bon de commande le titulaire dispose du délai maximum indiqué dans le cadre de réponse technique et financier (annexe 1 à l'acte d'engagement) pour réaliser les prestations.

Passé ce délai, l'Université pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 13.1 du présent document.

5.2 – Hébergement de la plateforme

La plateforme doit impérativement être hébergée chez le titulaire (mode Saas).

5.3 – Traitement des données à caractère personnel

5.3.1 Mise en œuvre du traitement des données à caractère personnel

Les traitements des données à caractère personnel sont mis en œuvre par le titulaire dans le respect de l'ensemble des dispositions du cadre légal et réglementaire applicable, et notamment :

- Du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 ;
- De la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Collecter, le cas échéant, les données de manière loyale et respectueuse des droits des personnes ;
- Adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel afin de prévenir tout accès, lecture, copie, modification ou déplacements non autorisé de données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des données à caractères personnels ;
- Ne permettre à aucun utilisateur ou tiers non autorisé d'accéder à ces données ;
- Informer les personnes concernées de la mise en œuvre du traitement des données à caractère personnel et de leurs droits (accès et rectification notamment) ;
- Ne réaliser aucune sollicitation, et notamment prospection commerciale, auprès des personnes dont le titulaire dispose de données à caractère personnel au titre du présent accord-cadre ;
- Ne transmettre aucune donnée à caractère personnel obtenue dans le cadre du présent contrat à des tiers sans autorisation de l'Université de Lorraine ;
- Ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne dans un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection équivalent à celui de l'Union européenne ;
- Signaler sans délai à l'Université de Lorraine toute violation (fuite, vol, destruction, atteinte à l'intégrité) de données à caractère personnels obtenues dans le cadre du présent contrat ;

Tout transfert de données à caractère personnel à destination d'un tiers (sous-traitant notamment) doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'université et doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du présent accord-cadre

5.3.2 Suppression des données

A l'exception des données dont la conservation lui serait imposée par des prescriptions légales ou réglementaires, le titulaire s'engage à supprimer les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent contrat dans un délai de 30 jours à compter du terme du marché pour quelle que cause que ce soit.

Il justifie de l'exécution de cette obligation à première demande de la part de l'université

5.4 – Conditions d'exécution environnementales

Il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (notamment ceux employant plus de cinq cents personnes), de communiquer à l'Université leur bilan de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'Université, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

En cas de non-respect, le titulaire est soumis aux pénalités citées article 13.3 du présent document.

5.5 - Obligation d'indépendance du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 14 du CCP.

Article 6 – Opérations de vérification et d'admission

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'université n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Néanmoins, le titulaire peut contacter l'université pour avoir connaissance de ces dates et heures pour pouvoir assister aux opérations de vérification. Pour ce faire, il s'adresse au conducteur du projet pour l'université.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, l'université se réserve la possibilité de procéder à des opérations de vérification pendant un délai de 30 jours à compter du début de la date de démarrage, en effectuant notamment des tests.

Ces tests ont alors pour but de vérifier que l'équipement répond aux spécifications sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre, dans des conditions courantes d'utilisation

Les opérations de vérification sont exécutées par le porteur du projet et donnent lieu à la signature d'un procès-verbal d'admission des prestations.

Article 7 –Clause de réexamen

Le présent accord-cadre ne comprend pas de clause de réexamen.

Article 8 – Prix

8.1 - Contenu des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires, selon les prix établis à partir de l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement « cadre de réponse technique et financier ».

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre.

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

8.2 - Révision des prix

Selon les circonstances, les prix peuvent être révisés à la baisse comme à la hausse dans les conditions et limites fixées ci-après.

Les prix sont révisés annuellement, à la demande expresse du titulaire, à la date anniversaire de la notification du contrat, en application de la formule de révision de prix suivante :

$P = P_o [0.50 + 0.50 (I_n/I_o)]$

Dans laquelle :

- P = Prix HT révisé
- P_o = Prix HT initial
- I_n = Valeur du dernier indice* connu à la date de révision des prix
- I_o = Valeur de cet indice* connu à la date de remise des offres ou à la date du dernier anniversaire du marché le cas échéant

* L'indice retenu est le suivant : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 63.1 – Traitement de données, hébergement et activités connexes ; portails internet. Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766529, édité par l'INSEE

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766529>

Le titulaire devra faire part de sa demande de révision des prix au moins un mois avant la date d'application souhaitée et fournir à l'Université de Lorraine les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul.

Article 9 – Avance et acomptes

9.1 - Avance

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 30 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant ou du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

9.2 - Acomptes

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG-FCS. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article 10 du présent CCP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

Article 10 – Facturation

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : n° de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres)

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, la facture portera, outre les mentions légales :

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**).

Mentions légales d'une facture : [https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-\[BIE_183_20190919_objetclassique\]-20190919-\[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires\]-1283696](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-[BIE_183_20190919_objetclassique]-20190919-[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires]-1283696)

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison
- Le numéro de bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur
- [Numéro individuel d'identification à la TVA](#) du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- [Taux de TVA](#) légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- [Date ou délai de paiement](#)

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse : ac-facturier@univ-lorraine.fr

Article 11 - Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 12 - Droit, langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Article 13 – Pénalités

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que l'Université peut prendre en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à **1 000 euros**.

13.1 - Pénalités pour retard concernant la mise à disposition des licences

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG « fournitures courantes et services », si le délai maximum de mise à disposition des licences auquel le titulaire s'est engagé est dépassé, l'université se réserve la possibilité de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}, \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité en euros ;

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R= le nombre de jours calendaires de retard.

Néanmoins, en tout état de cause, le montant de la pénalité ne peut être supérieur à 10 % du prix du marché hors taxe.

13.2 - Pénalités en cas d'indisponibilité de la plateforme

Pour toute indisponibilité de la plateforme en ligne de remédiation en orthographe supérieure à cinq jours calendaires et imputable au titulaire, l'Université de Lorraine se réserve la possibilité d'appliquer à ce dernier, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 5 euros par jour calendaire d'indisponibilité supplémentaire.

13.3 - Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement

Le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1 000 euros en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

Article 14 – Résiliation

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur selon les stipulations du CCAG-FCS.

En outre, par dérogation aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 5.5 du CCP.

Article 15 – Dérogations au CCAG-FCS

L'article 1.3 du présent CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG-FCS ;

L'article 2.1 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;

L'article 6 du présent CCP déroge aux articles 27.3 et 28.2 du CCAG-FCS ;

L'article 10 du présent CCP déroge à l'article 11.3 du CCAG-FCS ;

L'article 13 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS ;

L'article 13.1 du présent CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS ;

L'article 14 du présent CCP déroge aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG FCS.